



POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Le Sénateur Céline Hervieux-Payette demande qu'Ottawa assure un revenu minimum de 15,4 millions \$ par an aux chasseurs de phoques

www.phoque.org

OTTAWA, le 10 décembre 2009 – « *Nous ne devons pas ajouter le mépris au cynisme* » a déclaré le Sénateur Céline Hervieux-Payette pour résumer sa demande au gouvernement fédéral conservateur d'intervenir en faveur des chasseurs de phoque, confrontés à un boycott européen cynique et injuste sur les produits dérivés du phoque. « *Si le gouvernement conservateur s'est empressé de trouver 4 milliards pour sauver l'industrie automobile américaine, peut-être pourrait-il trouver quelques millions pour sauver l'emploi de milliers de travailleurs canadiens* » a-t-elle poursuivi.

Dans une étude d'avril 2009, le professeur en économie John Livernois estime les revenus des chasseurs de phoque à 15,4 millions pour 2005. Cette année 2005 correspond à une bonne année sans être exceptionnelle et constitue la dernière année avant l'offensive ultime des groupes végétariens en Europe.

« *Je considère que tant et aussi longtemps que nous aurons à nous battre contre ce boycott injuste, le revenu de 2005 devrait être minimalement assuré par le gouvernement du Canada* » a estimé le Sénateur Hervieux-Payette qui pense qu'une aide au développement de nouveaux marchés des produits du phoque diminuerait l'aide financière.

Le Sénateur s'inquiète aussi de la situation des Inuits : « *le prix des peaux de phoque du Nunavut a chuté dramatiquement dans la dernière année, passant de 70 \$ à 25 \$ ce qui prouve que l'exonération du boycott européen aux produits de consommation Inuits n'est qu'une aberration supplémentaire.* »

Le Sénateur Céline Hervieux-Payette enjoint tous les gouvernements à appuyer et mettre en application la Déclaration Universelle sur le Prélèvement Éthique du Phoque (www.phoque.org) élaborée par un groupe d'experts et scientifiques Canadiens et Américains. À ce jour, le gouvernement du Québec, le gouvernement de Terre-Neuve et Labrador ainsi que l'ONG IWMC World Conservation Trust basée en Suisse ont officialisé leur soutien à la Déclaration.